



Déclaration liminaire UNSA Éducation

CTSD du 7 février 2022

Mme l'Inspectrice d'académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous rappellerons en préambule que le 13 janvier a vu une mobilisation historique : des personnels ont exprimé leur inquiétude, leur colère. Au vu de la carte scolaire proposée, un constat s'impose : nous n'avons été que trop peu entendus.

De plus, la désaffection des concours mais également, phénomène nouveau, la difficulté à recruter des contractuels sur les postes restés vacants accentuent les problèmes ; les moyens existants ne sont pas couverts tant l'image du métier est dégradée et les rémunérations insuffisantes.

Dans le 1^{er} degré, la dotation à (+2) en poste n'est pas à la hauteur des enjeux éducatifs que nous défendons. Cela ne permettra pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des dédoublements et limitation d'effectifs. Prendre en compte uniquement l'augmentation du P/E ne reflète pas la réalité des inégalités territoriales de notre département. Par ailleurs, les écoles connaissent d'autres besoins importants, même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, recrutement d'enseignants maitres formateurs et de conseillers pédagogiques pour accompagner les futurs enseignants non formés, création de postes de remplaçants pour pallier les absences, redorer le blason de la formation continue et assurer les décharges de direction.

Notre Ecole est en mutation, et les problématiques qui la frappent sont nombreuses. Pour l'UNSA Education, il n'est plus possible de résumer aujourd'hui notre métier à un enseignant devant une classe, niant ainsi la réalité du quotidien. Les directeurs et directrices d'école, en charge de classe dans notre département, sont épuisés, et confient régulièrement avoir le sentiment de sacrifier leurs élèves mais aussi leur vie personnelle en devant répondre hors de leur temps de service aux sollicitations toujours plus nombreuses de l'administration, des parents, des collectivités. Le droit à la déconnexion ne leur semble plus autorisé. La création d'une vie scolaire dans le premier degré devient pour nous un impératif.

Nous souhaitons attirer votre attention sur une autre situation anxiogène qui existe depuis la mise en place des supports dédoublés en REP. Chaque année, du fait des suivis de cohorte, des transformations de supports dédoublés apparaissent dans les documents de travail et, chaque année, des collègues sont impactés. Ils s'inquiètent de devoir participer au mouvement alors qu'ils occupent les postes et font un réel travail au quotidien auprès des élèves.

L'Ecole inclusive ne doit pas être un vain mot. Nous saluons la création de 2 Ulis école dans le département. Cependant, la politique actuelle manque trop d'ambition pour permettre une inclusion réussie des élèves en situation de handicap, mettant élèves et personnels en souffrance. Il est urgent d'offrir des perspectives à nos collègues AESH, en mettant fin au temps partiel subi, et d'impliquer les autres acteurs du handicap. La précarité dans laquelle est plongée ces personnels est intolérable. Une revalorisation plus que conséquente doit être prévue très rapidement. La première marche obtenue par le SE-Unsa en appelle d'autres ! Nous le soulignons depuis plusieurs années maintenant, l'Ecole Inclusive reflète nos valeurs pour l'Education d'aujourd'hui et de demain mais elle ne peut fonctionner que si les moyens sont à la hauteur des besoins.

Depuis plusieurs années, nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en supprimant des postes, encore un cette année, alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des écoles et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Il est également indispensable de renforcer le nombre d'enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL. La suppression de postes non pourvus (politique pratiquée dans notre département) n'est pas la réponse adéquate. Il vaudrait mieux repenser la formation et la rendre attractive.

En croisant la dotation positive à +2 et les mesures proposées dans le document de travail, nous avons calculé un différentiel d'une quinzaine de supports. Comment seront attribués ces supports ? Hors la classe ? La crise a révélé un manque criant de personnels pour la gestion du quotidien. Un vivier conséquent de remplaçants doit être mis en place. En outre, ces supports doivent aussi être pensés comme de réels personnels ressources dans les écoles, comme l'étaient les anciens PMQC dont on regrette toujours la disparition sans évaluation du dispositif.

Merci de votre attention.

Pour l'UNSA Education : Hélène Maletterre, François Marty, Sabine Turschwel